

Strasbourg, 10 février 2023

CONSEIL CONSULTATIF DE JUGES EUROPEENS (CCJE)

Questionnaire en vue de l'élaboration de l'Avis No. 26 (2023) du CCJE sur les avantages et l'utilisation des technologies modernes dans le système judiciaire

Veillez ne pas envoyer d'extraits de la législation dans votre réponse, mais décrire brièvement et avec concision la situation.

1. Introduction et définitions

Le questionnaire vise à recueillir des informations utiles concernant les technologies modernes utilisées au sein du système judiciaire de votre pays.

A cet égard, voici ce qu'on entend par les termes ci-après aux fins du présent questionnaire :

Dossiers / procédures électroniques

Définition : l'ensemble de la procédure / du début de la procédure / de la correspondance liée à la procédure avec toutes les parties ou une partie de celle-ci, y compris l'administration interne du tribunal et / ou la gestion de l'affaire se fait généralement par la voie électronique (pas de dossiers ou de documents sur papier).

Visioconférence

Définition : tous les types d'audiences qui se déroulent par visioconférence (y compris les plateformes en ligne).

Outils liés aux données (sur les faits, sur le droit et sur les précédents / la législation)

Définition : les tribunaux / ministères fournissent des outils liés aux données (conçus par un fournisseur privé ou public) utilisés par les juges pour faciliter le jugement des affaires.

Formes de procédures automatiques

Par exemple, des procédures automatiques pour 1) l'établissement des faits, 2) la recherche du droit et des précédents ; 3) les décisions.

2. Utilisation de dossiers / procédures électroniques

- 2.1 Existent-ils des fichiers / procédures électroniques et y a-t-il des exigences spécifiques à ce sujet ? Veuillez les décrire.
- 2.2 Les documents et l'ensemble de la procédure judiciaire sont-ils logés dans des fichiers électroniques ? Si ce n'est pas le cas, veuillez décrire la ou les utilisations les plus importantes des fichiers électroniques.
- 2.3 La procédure s'accompagne-t-elle de signatures numériques ? Les procédures électroniques diffèrent-elles en substance des dossiers et procédures sur papier ?
- 2.4 Les juges et les tribunaux travaillent-ils tous à l'aide de fichiers électroniques ? Sinon, quels tribunaux les utilisent et quels tribunaux ne le font pas ? Quelle est la raison de cette différence d'utilisation ?
- 2.5 Les juges ont-ils des ordinateurs à domicile et travaillent-ils à domicile avec les mêmes fichiers électroniques qu'au bureau ? Dans quelle mesure les fichiers électroniques sont-ils accessibles par le tribunal et / ou les parties via des systèmes basés sur un cloud ?
- 2.6 Lorsque des dossiers électroniques sont utilisés, des dossiers sur papier le sont-ils également ? Si oui, dans quelle mesure les dossiers papier sont-ils utilisés et comment se justifie le fait de continuer de les utiliser ? Existe-t-il un processus continu de transition au sein du système judiciaire pour passer des dossiers papier aux dossiers électroniques ? Combien de temps ce processus de transition doit-il prendre ?
- 2.7 Existe-t-il des lois, des règlements ou des règles de procédure applicables à l'utilisation de dossiers et de procédures électroniques : 1) dans la Constitution ; 2) en droit procédural ; 3) dans d'autres formes de droit, y compris des instruments de *soft law* ? A quoi s'appliquent ces lois, règlements ou règles ? Veuillez décrire leur application.
- 2.8 L'utilisation de dossiers / procédures électroniques est-elle facultative ou obligatoire pour les juges / avocats ou, lorsque cela est autorisé, pour les plaideurs agissant sans l'assistance d'un avocat ?
- 2.9 Des approches différentes de l'utilisation des dossiers / procédures électroniques sont-elles adoptées en fonction du fond de la procédure judiciaire, par exemple, des approches différentes sont-elles adoptées pour les procédures civiles, pénales, administratives, familiales ou celles qui portent sur des questions sociales ?
- 2.10 Quelles sont les opinions exprimées par les juges concernant l'utilisation des fichiers et des procédures électroniques ?

- 2.11 Existe-t-il des sondages / enquêtes auprès des juges concernant leur opinion sur l'utilisation et / ou l'utilité des dossiers et procédures électroniques ?
- 2.12 Existe-t-il des rapports officiels concernant l'opinion des juges sur l'utilisation et / ou l'utilité des fichiers et des procédures électroniques ? Si oui, que disent-ils ?
- 2.13 Selon votre expérience, quels sont les avantages et les inconvénients des fichiers / procédures électroniques. Veuillez détailler.

3. Utilisation des installations de visioconférence, y compris les plateformes en ligne

- 3.1 Quels types de procédures judiciaires peuvent se dérouler via des installations de visioconférence et / ou des plateformes en ligne ? Lorsque de telles installations sont utilisées, dans quels tribunaux le sont-elles ?
- 3.2 Les preuves peuvent-elles être recueillies par le biais d'installations de visioconférence et / ou de plateformes en ligne ? Dans l'affirmative, peuvent-elles être réalisées dans toutes les juridictions ou seulement dans certaines d'entre elles ? Dans ce dernier cas, dans quelles juridictions peuvent-elles être réalisées ?
- 3.3 Quelles sont les conditions liées à l'utilisation de visioconférences ou de plateformes en ligne dans les procédures ? Si elles diffèrent d'une procédure à l'autre, veuillez décrire ces différences.
- 3.4 Les participants (juges, avocats, parties, témoins) à une procédure se déroulant par visioconférence ou sur une plateforme en ligne peuvent-ils se trouver en dehors d'un tribunal ? Dans l'affirmative, tous les participants ou seulement certains d'entre eux peuvent-ils prendre part à la procédure sans se trouver au tribunal ? Si cette possibilité est offerte à certains d'entre eux, lesquels ? Y a-t-il des lieux extérieurs à une juridiction à partir desquels un participant ne peut pas prendre part à une procédure qui se déroule par visioconférence ou via une plateforme en ligne ? Si oui, lesquels ?
- 3.5 Existe-t-il des lois, des règlements ou des règles applicables à l'utilisation des visioconférences et des plateformes en ligne : 1) dans la Constitution ; 2) en droit procédural ; 3) dans d'autres formes de droit, y compris le *soft law* ? Que régissent ces lois, règlements ou règles ? Veuillez décrire leur application.
- 3.6 L'utilisation de la visioconférence est-elle facultative ou obligatoire ? Si elle est facultative, peut-elle être imposée par le tribunal sans le consentement des parties ?
- 3.7 Quelles sont les opinions des juges sur l'utilisation de dossiers et de procédures électroniques ? Existe-t-il des sondages / enquêtes auprès des juges concernant leur opinion sur l'utilisation et / ou l'utilité des dossiers et des procédures électroniques ?
- 3.8 Existe-t-il des rapports officiels concernant l'opinion des juges sur l'utilisation et / ou l'utilité des fichiers et des procédures électroniques ? Si oui, que disent-ils ?
- 3.9 Selon votre expérience, quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation de la visioconférence et / ou des plateformes en ligne ? Veuillez les décrire.

4. Utilisation d'outils liés aux données

- 4.1 Existe-t-il des outils liés aux données utilisés par votre système judiciaire : 1) sur les faits, 2) sur le droit et les précédents ? Si oui, veuillez les décrire.
- 4.2 Quels types d'outils les juges peuvent-ils utiliser ? Y a-t-il des outils officiels fournis par le pouvoir judiciaire / le ministère ? Si oui, quels sont-ils ? L'utilisation d'outils liés aux données est-elle facultative ou obligatoire ? Si elle est facultative, comment et par qui leur utilisation est-elle déterminée ?
- 4.3 Existe-t-il des lois, des règlements ou des règles applicables à l'utilisation des outils liés aux données dans votre système : 1) dans la Constitution ; 2) en droit procédural ; 3) dans d'autres formes de droit, y compris le *soft law* ? Que régissent ces lois, règlements ou règles ? Veuillez décrire leur application.
- 4.4 Les outils liés aux données facilitent-ils l'établissement des faits et la préparation de la décision judiciaire ?
- 4.5 Y a-t-il des sondages / enquêtes auprès des juges concernant leur opinion sur l'utilisation et / ou l'utilité des outils liés aux données ? Existe-t-il des rapports officiels concernant l'opinion des juges sur l'utilisation et / ou l'utilité des outils liés aux données ? Si oui, qu'en disent-ils ?
- 4.6 Selon votre expérience, quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation des outils liés aux données ? Veuillez les décrire.

5. Formes de procédures automatiques

- 5.1 Utilise-t-on des procédures automatiques dans le système judiciaire de votre pays ? Si oui, veuillez les décrire.
- 5.2 Existe-t-il des procédures automatiques pour l'établissement des faits ? Les faits générés automatiquement sont-ils acceptés comme éléments de preuve ?
- 5.3 Existe-t-il des procédures automatiques pour déterminer le droit applicable et / ou les précédents ?
- 5.4 Existe-t-il des procédures automatiques de prise de décision ou d'aide à la décision ?
- 5.5 Quels types de conditions sont nécessaires, d'un point de vue technique et juridique, pour l'utilisation d'une procédure automatique ? Veuillez les décrire et exposer leurs avantages et inconvénients.
- 5.6 Existe-t-il des initiatives visant à mettre en œuvre des procédures automatiques sur les faits / le droit / les décisions ? Si oui, veuillez les décrire.
- 5.7 Existe-t-il des lois, des règlements ou des règles concernant l'utilisation de formes d'intelligence artificielle, comme les procédures automatiques : 1) dans la Constitution ; 2) en droit procédural ; 3) dans d'autres formes de droit, y compris le *soft law* ? Que régissent ces lois, règlements ou règles ? Veuillez décrire leur application.
- 5.8 S'il n'y a pas encore de mise en œuvre de telles mesures, existe-t-il des projets concernant la mise en œuvre de formes d'intelligence artificielle ?

- 5.9 Existe-t-il un code éthique applicable à l'utilisation de procédures automatiques dans les procédures judiciaires ? Si des procédures automatiques sont utilisées, comment l'indépendance de la prise de décision judiciaire est-elle sauvegardée et préservée ?
- 5.10 Existe-t-il des règles et des garanties spéciales concernant les procédures automatiques ? Le juge a-t-il le dernier mot / le contrôle sur l'issue et la qualité d'une procédure automatique ?
- 5.11 La sécurité des données est-elle assurée pour l'utilisation de procédures automatiques ou lors de leur réalisation ? Si oui, veuillez décrire la situation factuelle et juridique ?
- 5.12 Quel rôle, le cas échéant, un commissaire à la protection des données (ou l'équivalent) joue-t-il dans la supervision de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les procédures judiciaires ?

6. Responsabilités en matière d'exploitation des technologies modernes

- 6.1 Qui détermine la mise en œuvre des technologies modernes, et dans le système, l'utilisation de dossiers / procédures électroniques et d'outils liés aux données dans votre tribunal / juridiction ?
- 6.2 Les juges participent-ils au processus de conception et / ou de mise en œuvre de l'utilisation de dossiers / procédures électroniques, de visioconférences et d'outils informatiques ?
- 6.3 Les juges sont-ils associés au processus de création de formes d'intelligence artificielle dans les procédures judiciaires telles que les procédures automatiques ?

7. Critiques et propositions d'utilisation et de mise au point des technologies modernes

- 7.1 Décrivez les principaux arguments discutés par votre système judiciaire au sujet de l'utilisation et de la mise au point des technologies modernes dans les procédures judiciaires.